



## Monde

# Le Premier ministre du Kosovo rattrapé par la guerre

Inculpé de crimes de guerre par le Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie, Ramush Haradinaj abandonne ses fonctions • A La Haye, il sera poursuivi comme ancien chef de guerre de l'UCK

Par Marc SEMO  
mardi 08 mars 2005 (Liberation.fr - 13:34)

**A**ncien chef de guerre dans l'UCK, la guérilla albanaise, le Premier ministre du Kosovo, Ramush Haradinaj, a confirmé qu'il a été inculpé de crimes de guerre par le Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie et annoncé qu'il se rendrait à La Haye. C'est la première fois depuis la création, par le Conseil de sécurité de l'ONU, en 1993, de cette Cour chargée de juger les crimes les plus graves commis dans les conflits de l'ex Yougoslavie, qu'un leader politique en exercice démissionnera de son poste pour rejoindre la prison de Scheveningen, près de La Haye. Il y trouvera là de nombreux détenus de marque, dont l'ancien président yougoslave, Slobodan Milosevic, jugé depuis février 2002 pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

Les charges pesant sur l'ancien guérillero sont moins lourdes mais selon l'acte d'accusation du TPI, il aurait couvert, sinon ordonné, le massacre de civils serbes pendant le conflit qui a ravagé cette province du sud de la Serbie, peuplée en majorité d'albanais de souche.

Personnage fort en gueule, autodidacte, longtemps ouvrier du bâtiment, serveur de bar et professeur d'art martiaux, Ramush Haradinaj avait créé en 1999, après l'intervention de l'Otan et la libération, l'Alliance pour l'avenir du Kosovo devenue lors des élections de l'automne dernier la troisième force avec 8% des voix. Elle joue surtout un rôle d'appoint indispensable, ce qui a permis à son leader de devenir Premier ministre.

L'administration internationale en charge de cette province depuis juin 1999 et le départ des forces de Belgrade s'inquiète depuis des mois de cette inculpation, qui risque de déstabiliser une zone où les tensions ethniques restent fortes, comme en témoignent les émeutes de mars 2004 menées par les extrémistes albanais contre

les derniers serbes vivant encore au Kosovo. «Nous n'avons aucun coopération internationale sur ce dossier», a d'ailleurs reconnu le bureau du procureur Carla Del Ponte, pourtant bien décidé à mener jusqu'au bout cette enquête.

Les effectifs de la KFOR, force de l'Otan, actuellement 18.000 hommes, ont été mis en état d'alerte, par crainte de manifestations violentes contre les représentants ou les institutions de la communauté internationale dans cette province d'1,8 million d'habitants désormais à 90% albanais.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=280844>

© Libération